**Page n° 2024/13**

**Procès-verbal de de la réunion du Conseil Municipal**

**du 09 juillet 2024**

L’an deux mille vingt-quatre, le neuf juillet à dix-huit heures, le Conseil municipal de la commune de Sainte-Terre, dûment convoqué, à la salle du Conseil Municipal sous la présidence de d’Agnès ALFONSO-CHARIOL, Maire.

Après scrutin, Carole CANTIN a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**Présents :** MM. ALFONSO-CHARIOL, BUTON CANTIN, CURELY, DUPONT, DURAND, FONMARTY, GRANEREAU, GUÉ, LERUTH, LOREAU, ROSSI, UGOLINI.

**Absents excusés** : MM. CANTE, LAGUILLON, MICHEL, MOULIERAC.

M. CANTE a donné pouvoir à Mme ALFONSO-CHARIOL.

M. LAGUILLON a donné pouvoir à Mme GUE.

M. MICHEL a donné pouvoir à Mme ROSSI.

**Absents**: MM. ALLAIRE, SPERANZINI.

**Secrétaire de séance :** Carole CANTIN.

Date de convocation : 03 juillet 2024

La séance est ouverte à 18 heures

Madame la Maire informe les membres de l’assemblée avoir reçu ce jour la démission de Jean-Charles ALLAIRE, conseiller municipal.

**ORDRE DU JOUR**

**I. DELIBERATIONS**

**2024.07.01 Création et désignation d’un élu représentant la commune dans le fonds de dotation.**

**2024.07.02 Projet Cantine à 1 €**

**2024.07.03 ZPENS**

**2024.07.04** **Révision des tarifs TLMS**

**2024.0.05 Amortissements M57**

**2024.07.06 Décision modificative budget M57**

**2024.07.07 Création d’un poste d’apprenti (Espaces verts)**

**2024.07.08 Subvention FEDER**

**II. Points des Adjoints / Conseillers délégués  
  
III. Points des Délégués des Syndicats**

**IV. Divers**

**I. DELIBERATIONS**

**Création et désignation d’un élu représentant la commune dans le fonds de dotation.**

*2024.07.01*

Madame la Maire rappelle aux membres de l’assemblée qu’il est nécessaire de valider la création du fonds de dotation. Ce fonds sera constitué de et par 4 membres fondateurs privés participeront financièrement à sa création (Anne-Loren Jaudon, Aurore Rossi, Agnès ALFONSO-CHARIOL, Odile-Marie Lurton).

Quant à la commune qui ne doit pas abonder financièrement ce fonds mais qui doit y être représentée doit désigner un élu.

Anne-Loren JAUDON est invitée à prendre la parole afin d’expliquer aux membres du Conseil en quoi consiste le projet et sa philosophie.

Après avoir écouté, Aurore UGOLINI étant sortie de la salle, les membres du Conseil municipal ont voté pour à l’unanimité pour que le fonds de dotation soit créé et qu’Aurore UGOLINI soit l’élue qui représente la commune au sein de ce fonds de dotation.

Le Fondateur public sans apport de dotation, sera représenté par la municipalité. A ce titre, Madame la Maire propose qu’Aurore UGOLINI soit désignée.

**Projet de « cantine à 1€ »**

*2024.07.02*

Madame le Maire propose aux membres du Conseil municipal que dans le cadre du Pacte des Solidarités mis en place par l’Etat, soit réalisée une étude de mise en place d’un projet de tarification sociales des cantines « Cantine à 1 € » et demande à l’assemblée à l’autoriser à commencer les démarches en ce sens.

Ce qui est approuvé à l’unanimité.

**ZPENS**

*2024.07.03*

Madame la Maire expose que :

Afin de mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non, destinée à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et assurer la sauvegarde des habitats naturels, le Département est compétent dans la création de Zones de Préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS).

La ZPENS est un outil de surveillance et de maîtrise foncière qui permet au Département, ou par délégation, à une commune d’acquérir les parcelles incluses dans la ZPENS en cas d’aliénation à titre onéreux.

Les parcelles ainsi acquises deviennent des Espaces Naturels Sensibles (ENS) qui ont vocation à faire l’objet d’une protection de leur patrimoine naturel et à être ouvertes au public.

Après en avoir délibéré et avec 6 abstentions et 8 voix Pour, le Conseil Municipal autorise Madame la Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre l’exercice afférent à la délégation du droit de préemption sur la présente enveloppe ZPENS.

**Révision des tarifs TLMS**

*2024.07.04*

Madame la Maire expose à l’assemblée que le Conseil départemental se désengageant partiellement sur les subventions des heures du Temps Libre Multisports et sur proposition d’Aurore BLANCHARD, propose de réviser la participation individuelle annuelle à 60 € au lieu de 50 € (saison 2023/2024). Cette cotisation donnera à accès jusqu’ 5 cours par semaine.

Cette proposition est acceptée à l’unanimité.

**Amortissements comptes 204X / M57**

*2024.07.05*

Vu l’article R 2321-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu l’article L 2321-2-28°, du code général des collectivités territoriales,

Madame la Maire rappelle que toutes les collectivités, quelle que soit leur taille, doivent procéder à l’amortissement des subventions d’équipement versées (compte 204)

S’agissant du calcul des dotations aux amortissements, Madame la Maire précise que :

– la base est le coût d’acquisition ou de réalisation de l’immobilisation (valeur toutes taxes comprises) ;

– la méthode retenue est la méthode linéaire en M14 jusqu’à l’application de la M57 qui instaurera le prorata temporis, comme prévu par la nomenclature M57 et adopté par la collectivité par délibération du 03/11/2023 ;

– la durée est fixée par l’assemblée délibérante, qui peut se référer au barème de l’instruction M57.

Madame la Maire propose les durées d’amortissements suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Subventions** | **Durée d’amortissement préconisée**  **à l’article R2321-1 du CGCT** |
| La subvention finance des biens  mobiliers, du matériel ou des études | 5 ans |
| La subvention finance des biens  immobiliers ou des installations | 30 ans |
| La subvention finance des projets  d'infrastructure d'intérêt national | 40 ans |

Extrait de l’instruction M57 :

*La durée d’utilité d’une subvention d’équipement versée pour l’entité versante doit être cohérente avec celle de l’utilisation attendue de l’immobilisation in fine financée dans le respect des dispositions prévues au CGCT. Lorsque l’immobilisation financée n’est pas amortie chez le bénéficiaire de la subvention, l’entité versante retient une durée d’utilité analogue à celle qui aurait été retenue pour une même catégorie de biens. Cette durée s’inscrit dans le respect des*

*durées d’amortissement maximales fixées par le CGCT.*

Après en avoir délibéré, Madame la Maire propose :

- d’adopter les durées d’amortissement telles qu’elles sont indiquées dans le tableau ci-dessous

- de Madame la Maire de faire le nécessaire.

|  |  |
| --- | --- |
| **Subventions** | **Durée d’amortissement prévue**  **à l’article R2321-1 du CGCT** |
| La subvention finance des biens  mobiliers, du matériel ou des études | 5 ans |
| La subvention finance des biens  immobiliers ou des installations | 30 ans |
| La subvention finance des projets  d'infrastructure d'intérêt national | 40 ans |

Il est proposé de fixer à 1000 € TTC le seuil unitaire des subventions de moindre valeur en deçà duquel l’amortissement est pratiqué sur 1 an.

 Ce qui est approuvé à l’unanimité par le Conseil municipal.

**Décision modificative budget M57**

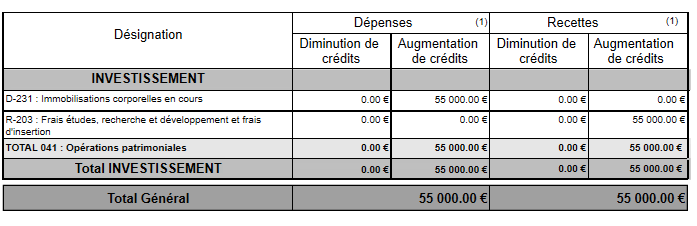
*2024.07.06*

Vu le Budget primitif général 2024 voté en date du 09 avril 2024,

Vu l’instruction générale M57,

Afin de satisfaire à l’obligation d’intégration des frais d’études suivis de réalisation, il convient de prendre une décision modificative au BP 2024.

Cette décision peut se synthétiser comme suit :



Après en avoir délibéré cette Décision Modificative a été approuvée à l’unanimité par le Conseil municipal.

**Création d’un poste d’apprenti au Service technique (Espaces verts)**

*2024.07.07*

**Madame la Maire rappelle :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6227-1 à L. 6227-12 et D. 6271-1 à D. 6275-5,

Madame la Maire expose au Conseil municipalque l’apprentissage permet à des personnes âgées entre 16 et 29 ans révolus, d’acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Ce dispositif peut être ouvert, sous condition, à des mineurs de 15 ans ou à des majeurs de 30 ans et plus (personne reconnue handicapée ou qui envisage de créer ou reprendre une entreprise supposant l’obtention d’un diplôme). Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d’un diplôme ou d’un titre.

Elle rappelle que ce dispositif présente un intérêt tant pour les personnes accueillies que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipaldécide à l’unanimité :

* De recourir au contrat d’apprentissage,
* De conclure, dès la rentrée scolaire 2024, un contrat d’apprentissage conformément au tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Service d’accueil | Fonctions de l’apprenti | Diplôme ou titre préparé | Durée de la formation |
| *Service technique* | *Espaces verts* | *CAP* | *2 ans* |
|  |  |  |  |

* D’autoriser Madame la Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d’apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d’apprentis.
* Les dépenses correspondantes, notamment salaires et frais de formation, seront inscrits au budget,

**SUBVENTION FEDER /** Création d’une infrastructure d’accueil de professionnels de santé

2024.07.08

Madame la Maire rappelle le projet de travaux de réhabilitation du presbytère pour la création d’une infrastructure d’accueil de professionnels de santé

Madame la Maire donne le détail du plan de financement prévisionnel :

**DEPENSES MONTANTS TTC**

MO 95 620,70 €

Entreprises 909 146,19 €

Missions 20 880,00 €

Avocat/ frais de structure 9 600,00 €

**TOTAL 1 035 246,89 €**

**RECETTES MONTANTS**

FEDER 250 000 €

FONDS VERT 232 624 €

DETR 100 000 €

DESIL 100 000 €

DEPARTEMENT 52 531 €

Autofinancement 300 091,89 €

**TOTAL 1 035 246,89 €**

Madame la Maire demande ensuite au Conseil municipal d’accepter le plan de financement prévisionnel précité et l’autoriser à demander la subvention FEDER prévue.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et à l’unanimité,

* ACCEPTE le plan de financement prévisionnel,
* AUTORISE Madame la Maire à présenter les demandes de subventions ci-dessus.

**DIVERS**

**Sorties Piscine pour les scolaires**

La commune participe financièrement chaque année aux sorties piscine de la classe de CM1. A la rentrée prochaine, le créneau obtenu auprès de la CALI sera au 1er trimestre scolaire donc sur le budget 2024. Ce montant n’était pas prévu au budget mais une ligne de trésorerie sera débloquée pour financer cette activité primordiale pour la formation des enfants (le savoir nager étant une compétence obligatoire)

**Point des élus**

**Véronique GRANEREAU**

* Compte rendu du Conseil d’école du 20 juin
* C’est une prévision de 152 élèves inscrits pour la rentrée prochaine. L’enseignante de la classe Ulis n’a pas encore été nommée.
* Le bilan financier de la coopérative scolaire est de 4 600 €.
* Des équipes éducatives ont été mises en place pour 4 ou 5 enfants de maternelle.
* En cycle 3, les résultats aux évaluations nationales sont supérieurs aux résultats du département
* De nombreuses sorties et activités ont été réalisées (défis science, chanterep, cross, savoir rouler à vélo, le passage de la flamme olympique, musée de la poterie, le parcours du cœur, etc)
* Point sur le Comité de pilotage du projet de restructuration de l’école.
* Travaux :
* Restaurant scolaire : des travaux de rénovation de la faïence de la cuisine sont prévus pour la rentrée.

**Fabrice MICHEL par Agnès ALFONSO-CHARIOL**

* + Le portail de la végéterie, terrain de la commune aux Condamines sur lequel des déchets verts portés par l’USTOM sont stockés et broyés, a été posé. Celui-ci devrait limiter les dépôts sauvages.
  + Le composteur fontaine, après un départ chaotique, refonctionne correctement.
  + Base d’Adressage Locale : la distribution des attestations de domicile lors des élections s’est bien déroulée, cela a permis de répondre individuellement aux demandes des administrés.

**David DURAND**

* Travaux de la maison de soins

Les travaux avancent bien, des devis complémentaires sont attendus pour des imprévus.

Les peintures vont être choisies rapidement par la commission qui suit les travaux.

Il n’y a pas de mauvaises surprises.

**Véronique GRANEREAU**

* Travaux de la STEP

Les travaux avancent mais le doublage du bâtiment n’est pas encore chiffré, une demande de dérogation sur le délai des 2 ans initial va être déposée auprès de notre assurance AXA.

**Aurore UGOLINI**

* Point sur le Comité de pilotage de l’étude de faisabilité de restructuration de l’école

Le 03 juillet dernier, le cabinet d’étude MP Conseil est venu présenté des scenarios suite à la première réunion du mois de mai dans laquelle tous les utilisateurs de l’école ont donné leurs attentes.

Mais aucune des propositions ne correspondent ni dans les demandes, ni dans les volumes, aini que dans les montants et dans les délais.

Il a été demandé au Cabinet de retravailler ses projets.

Une véritable réflexion doit être menée en parallèle par les élus car ces travaux sont impératifs au vu de l’état vétusté de l’école primaire.

**Elisabeth GUE**

* Camping

Tout se passe bien pour l’instant, malgré le mauvais temps de nombreuses demandes de réservations sont prévues.

La convention avec l’employeur des saisonniers a été signée afin de gérer les problèmes de nuisances que pourraient occasionner le rythme de vie des saisonniers. De plus c’est lui qui réglera chaque semaine les factures pour éviter les risques d’impayés.

**Agnès ALFONSO-CHARIOL**

* Recrutement saisonnier

Un agent a été recruté pour 3 mois pour renforcer l’équipe du Service Technique car 2 agents sont actuellement en arrêt maladie, cela permettra aux agents en poste de prendre leurs congés tout en maintenant les effectifs nécessaires.

**Chantal LERUTH**

* Mutuelle communale

Cela fonctionne bien, 4 personnes ont déjà adhéré à cette mutuelle. D’autres communes intéressées par ce partenariat, souhaitent elles aussi offrir ce service à leurs administrés.

**Carole CANTIN**

* CMJ

Un petit groupe s’est réuni à la bibliothèque pour décorer les pots de fleurs qui habilleront l’entrée de la biblio. Une deuxième session de travail est prévue le 20 juillet pour peindre les palettes qui serviront de bancs. Marie-Thérèse CURELY ira chercher des plantes que les enfants planteront eux-mêmes.

**Aurore ROSSI**

* Bibliothèque

Les expositions d’ « Hybrid’Art » ont commencé, c’est Sandrine BORDES qui expose actuellement.

La Boite à histoires vient régulièrement pour conter ces nouvelles.

Bernard FONMARTY

Madame la Maire souhaitant savoir dans quel état est le terrain communal de Finchette après l’arrachage des vignes .Bernard FONMARTY précise qu’il faut un passage de disque. Un devis va être demandé en ce sens.

Agnès ALFONSO-CHARIOL

* Personnel communal

2 agents ont terminé leurs contrats et ne peuvent plus être renouvelés. Un nouveau recrutement a été fait pour les remplacer.

* Démission

Madame la Maire informe les élus qu’elle a reçu ce jour la démission de Jean-Charles ALLAIRE, conseiller municipal, il sera remplacé par Thierry BIHR suivant de liste

* Carrefour de Craberoustide

Après prise de renseignements auprès du Centre Routier et afin de sécuriser ce carrefour deux stops vont être implantés. Les agents du Département nous guideront dans cette implantation.

La séance est levée à 20h37

LISTE DES DELIBERATIONS

2024.07.01 Création et désignation d’un élu représentant la commune dans le fonds de dotation.

2024.07.02 Projet Cantine à 1 €

2024.07.03 ZPENS

2024.07.04 Révision des tarifs TLMS

2024.0.05 Amortissements M57

2024.07.06 Décision modificative budget M57

2024.07.07 Création d’un poste d’apprenti (Espaces verts)

2024.07.08 Subvention FEDER

Agnès ALFONSO-CHARIOL, Carole CANTIN

Maire de Sainte-Terre Secrétaire de séance